

Le nickel tombe de haut

En 2008, la croissance économique réelle de la Nouvelle-Calédonie est atone, à +0,6%. Si l'on tient compte des prix, en particulier ceux du nickel, le produit intérieur apparaît en retrait de 5,8% par rapport à 2007. Ces taux sont historiquement bas puisqu'il faut remonter en 1983 pour trouver une croissance réelle négative et en 1990 pour une contraction du PIB nominal. Le PIB par habitant perd près de 7% et s'établit à 3 millions de F.CFP.

Cependant, ces mauvais résultats ne reflètent que partiellement l'activité économique de l'archipel, car ils ne s'expliquent que par le retournement de conjoncture sur le marché du nickel. En effet, les cours au LME ont diminué de 43,4% par rapport à 2007 (effet prix négatif), incitant les opérateurs à diminuer la production de minerai et de métal (effet volume négatif). Parallèlement, le reste de l'économie enregistre un taux de croissance réel proche de 5%. Le nombre de demandeurs d'emploi s'est stabilisé par rapport à 2007 (+0,4%), tandis que les offres d'emploi ont continué à augmenter (+19,9%).

La demande intérieure s'est maintenue à un niveau élevé : la consommation a progressé de 3,8% tandis que les investissements, après 3 années d'accumulation hors normes, ralentissent fortement mais ne diminuent pas (+1,3%). Les importations de biens progressent de +7,4%, tirées par une forte hausse de la facture énergétique (+42%), alors que les exportations ont chuté (-41,9%), creusant le déficit commercial de près de 100 milliards de F.CFP.

Finalement, la participation du nickel à la richesse créée qui était de l'ordre de 20% en 2007 n'est plus que de 9% en 2008. Par conséquent, les services voient leur poids dans la valeur ajoutée augmenter, passant de 51% à 58%. Ces niveaux correspondent à ceux observés sur les dix dernières années, témoignant ainsi du caractère atypique de l'année 2007.

Produit Intérieur Brut

	2005	2006 e	2007 e	2008 e
PIB (milliards de F.CFP)	598,4	654,7	782,1	736,6
PIB/hab (millions de F.CFP)	2,6	2,7	3,2	3,0

e : estimation

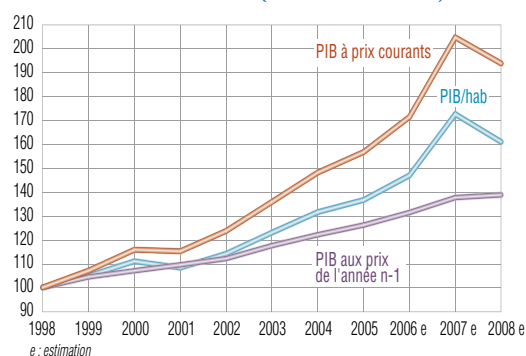
Croissance réelle depuis 1998 (%)

	Moyenne annuelle 1998/2005	2006 e	2007 e	2008 e
PIB	3,4	4,2	5,6	0,6
Consommation finale*	3,1	4,5	4,7	3,8
Formation brute de capital **	10,0	19,7	30,7	0,5
Importations	5,8	16,0	18,2	-2,6
Exportations	1,2	3,6	-2,6	-13,1

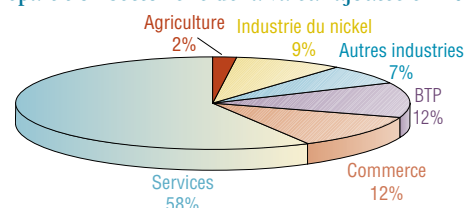
* consommation des ménages + consommation des administrations

** investissements + stocks

Évolution du PIB (base 100 en 1998)



Répartition sectorielle de la valeur ajoutée en 2008



AVERTISSEMENT

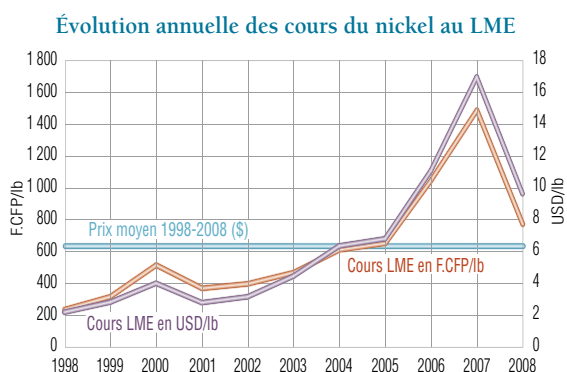
Ce document est la troisième publication d'un compte économique rapide pour la Nouvelle-Calédonie. Les résultats présentés sont des estimations effectuées à l'aide d'un modèle macro-économique sur la base des comptes définitifs 2005 projetés en fonction des données disponibles fin septembre 2009. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif et ces résultats seront donc amenés à être révisés au fur et à mesure de l'obtention de nouvelles données.



Retournement de tendance sur le marché du nickel

Le cours du nickel au LME a enregistré une baisse de 43,4% en moyenne, terminant l'année en dessous des 10 000 US\$ la tonne contre 52 000 US\$ en mai 2007. La tendance baissière observée consécutivement aux excès spéculatifs s'est accélérée en fin d'année avec la crise économique mondiale. Ce contexte, associé à des conditions climatiques défavorables et à des impératifs techniques (réfection d'un des fours de la SLN), a incité les opérateurs du secteur à diminuer leurs objectifs de production. Ainsi, la production et les exportations en nickel contenu de la Nouvelle-Calédonie ont diminué respectivement de 17 et 18% sur l'année.

À cette perte de chiffre d'affaires s'est ajoutée une forte hausse des coûts, ce qui a entraîné une chute d'environ 60% de la valeur ajoutée du nickel entre 2007 et 2008. Le poids du nickel dans la valeur ajoutée ayant atteint le niveau record de 20% en 2007, l'amplitude de cette crise se fait particulièrement ressentir sur les indicateurs économiques agrégés de la Nouvelle-Calédonie. Il est ainsi le seul secteur à voir sa valeur ajoutée diminuer, mais ces mauvais résultats impactent le PIB en le faisant reculer de 5,8% à prix courants.



Le reste de l'économie se porte bien

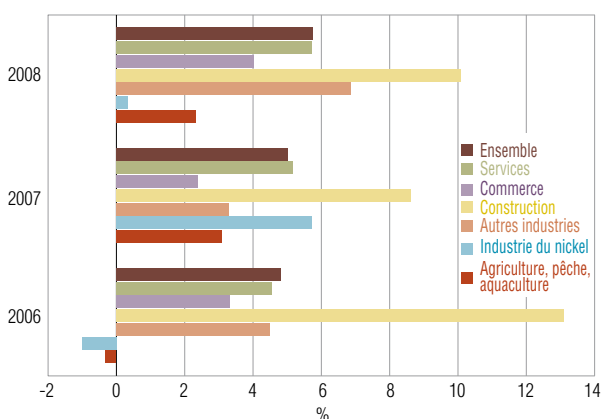
À l'exclusion du secteur du nickel, l'économie calédonienne semble avoir bien résisté à la crise mondiale. Ainsi, la croissance hors nickel s'affiche autour de 5%, comparable à celle de 2007.

Hormis le nickel, les productions calédoniennes sont essentiellement destinées à satisfaire le marché intérieur. Par conséquent, les opérateurs susceptibles d'être directement impactés par la mauvaise orientation du nickel se limitent aux sous-traitants ; quant aux effets indirects, ils

sont eux aussi limités car les revenus injectés dans l'économie n'ont pas diminué. Par ailleurs, les grands projets métallurgiques du Nord et du Sud n'ont pas été remis en cause, comme l'atteste la poursuite des chantiers.

Les données relatives au marché du travail corroborent ce constat. Le nombre de demandeurs d'emploi est stable comparativement à 2007 (+28 en moyenne annuelle des demandes en fin de mois) et en deçà des années précédentes, tandis que le nombre de nouvelles offres d'emploi déposées est en nette progression (+1 878). Le nombre de salariés (hors employés de maison) est en hausse de 5,7% en moyenne sur l'année, la construction étant le secteur qui enregistre la hausse la plus marquée (+10,1%), suivie par les industries hors nickel (+6,9%).

Taux de croissance des effectifs salariés



À l'exclusion du nickel, le niveau d'activité a été élevé dans la plupart des branches de l'économie mais les coûts se sont renchérissés, en particulier le carburant qui affiche une hausse supérieure à 10% à la pompe. La valeur ajoutée augmente d'environ 7% à prix courants.

Le poids des services (hors commerce) est en augmentation de 7 points à près de 60% de la valeur ajoutée totale. Ce sont avant tout les services publics qui voient leur contribution augmenter, ce qui confirme leur rôle d'"amortisseur" de l'économie calédonienne face à une industrie du nickel fluctuante. La construction poursuit sa forte progression (+9%), dans un contexte d'envolée des coûts puisque l'indice BT21 enregistre une hausse moyenne annuelle de 7%. L'industrie locale bénéficie toujours d'un climat propice à son développement, ce qui lui permet d'afficher une augmentation de l'ordre de 7% de sa valeur ajoutée (à prix constants).

Il convient de noter la contribution au PIB non négligeable des impôts et taxes sur les produits (y compris les recettes douanières) dans des conditions qui leur sont particulièrement favorables : niveau d'activité élevé et inflation.

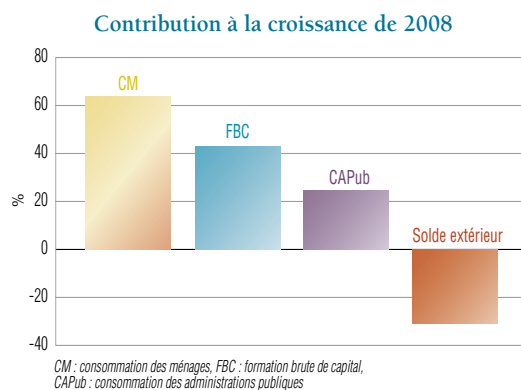
La consommation des ménages est toujours bien orientée

En raison de la dégradation des échanges avec le reste du monde, la consommation des ménages voit son poids dans le PIB gagner 9 points à 64%. De plus, elle enregistre une évolution proche de celle de 2007, de l'ordre de 5% en volume, supérieure à la moyenne des 10 dernières années (4%). Le nombre de personnes ayant accédé à un emploi a permis d'augmenter le volume de consommation (+4 183 salariés et +1 307 personnes physiques au RIDET), en dépit d'un pouvoir d'achat érodé par des prix en hausse notable (IPC à +3% contre +1% en 2007). L'encours des crédits à la consommation des ménages augmente de 5,5% en glissement annuel.

La structure de consommation évolue peu : elle est constituée à environ 60% de produits et services locaux et stimule donc la production intérieure.

... et les entreprises continuent à investir

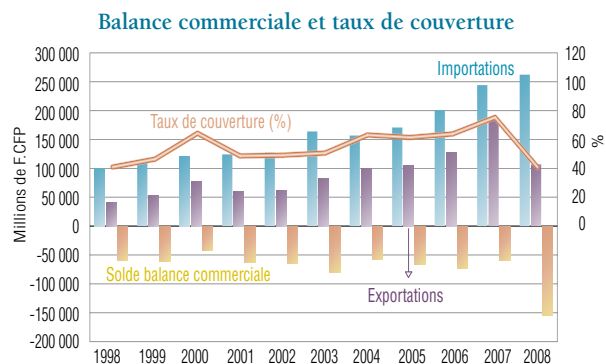
Les montants investis enregistrent un ralentissement par rapport à 2007 (+6% contre +28%). En volume, compte tenu de l'envolée des coûts de la construction, cette évolution n'est plus que de 1,3%, essentiellement tirée par l'investissement des entreprises. En effet, la construction de logements destinés aux ménages montre des signes d'essoufflement : le nombre de certificats de conformité délivrés par le COTSUEL est en retrait de 8%. Dans le même temps, la commande publique a été freinée par le renchérissement des coûts de construction, d'où une augmentation enregistrée en dépenses mais limitée en termes de travaux réalisés. Ce sont donc bien les entreprises qui ont dopé les investissements, dans le contexte toujours favorable de construction des usines métallurgiques, ce qui a profité au BTP puisque les investissements sous forme d'équipements importés (y compris directement destinés au chantier de Goro Nickel) sont en diminution.



Creusement du déficit commercial

Les exportations de crevettes et surtout de thon ont progressé en 2008 (respectivement +3,7% et +27,7%), mais compte tenu de la prédominance des produits du nickel dans les exportations (94%), celles-ci enregistrent au total un recul de 40,4% par rapport à 2007. En effet, à la diminution marquée des volumes de nickel vendus (-18% en nickel contenu) s'est associée une chute des prix (-31%).

Les importations de biens enregistrent une hausse de 7,4% sur l'année, principalement sous l'influence des "machines, appareils et matériel électrique" et des "produits minéraux", ces deux postes expliquant 40% de la hausse des importations. Le renchérissement de la facture énergétique résulte d'un effet volume de +12,5% et d'un effet prix de +26,4%. Dans l'ensemble, on estime qu'en excluant la hausse des prix, les importations de biens ont stagné d'une année sur l'autre, sous les effets conjugués d'une hausse de la consommation intérieure (des ménages, des administrations et des entreprises) et une contraction des investissements en machines et produits industriels destinés à l'investissement (en particulier pour l'usine de Goro Nickel).



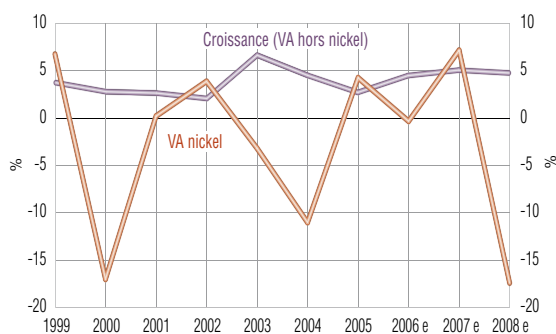
Finalement, l'année 2008 affiche un déficit commercial record de 155 milliards de F.CFP, soit un creusement de 92 milliards par rapport à 2007. Le taux de couverture des importations par les exportations, qui avait été exceptionnellement élevé en 2007 (à 75%, soit le meilleur taux depuis 1990) retombe à 41%, c'est-à-dire le niveau de l'année 1998 qui avait été marquée par un point bas historique pour l'industrie du nickel.

Bilan et perspectives

L'année économique 2008 a été fortement conditionnée par les prix : effondrement des cours du nickel au LME, flambée des prix du pétrole, inflation en hausse de 2 points et évolution record de l'indice des coûts du BTP à +7%. Ces résultats provisoires confirment le caractère exceptionnel de l'année 2007 suivie par un "retour à la normale" en 2008. Enfin, ils illustrent une

relative déconnexion entre l'activité du nickel, dépendante de la conjoncture internationale, et le reste de l'économie calédonienne "sous serre". Il ne faut néanmoins pas sous-estimer l'impact de la conjoncture du nickel : ses mauvais résultats, y compris le retard de mise en production de l'usine hydrométallurgique de Goro, associés à la crise internationale installent un climat défavorable qui semble avoir affecté l'économie calédonienne en 2009.

Taux de croissance réels



CEROM

Le projet CEROM a pour objectif de contribuer au développement progressif de la capacité d'analyse des évolutions des économies ultramarines. Les premiers travaux ont été menés sur l'économie guadeloupéenne, dès 2002. Un séminaire organisé en Polynésie française en mai 2004 a réuni, outre les trois premiers partenaires du projet (AFD, IEDOM, INSEE), des représentants de l'IEOM (Institut d'Émission d'Outre-Mer) et des instituts territoriaux de statistique (ISPF pour la Polynésie, ISEE pour la Nouvelle-Calédonie).

Le projet est bâti à partir de trois objectifs centraux :

- ▶ la conduite d'études macro-économiques (bilans macro-économiques, études sectorielles, simulations d'impact) ;
- ▶ l'élaboration de comptes économiques rapides, pilotée par l'INSEE ou les instituts de statistiques, permettant une évaluation des principaux agrégats comptables (PIB, consommation, investissement...) dès le milieu de l'année (n+1) ;
- ▶ la mise en place d'indicateurs synthétiques conjoncturels offrant des éléments précoces d'appréciation de la conjoncture ; ces travaux sont conduits par l'IEDOM-IEOM.

Le modèle TABLO adapté à la Nouvelle-Calédonie : MODELISEE

Le modèle TABLO est un modèle de type input-output quasi-comptable qui permet de projeter le dernier TES (Tableau des Entrée-Sorties) disponible de la comptabilité nationale en fonction d'hypothèses d'évolution en volume et en valeur, et grâce à un certain nombre de données connues dont :

- ▶ l'activité du nickel (production, exportations, prix) ;
- ▶ les résultats du commerce extérieur ;
- ▶ le nombre de salariés et le montant des salaires versés (estimés) par branche ;
- ▶ l'IPC détaillé ;
- ▶ certaines données relatives aux ménages.

Les publications de CEROM

- ◆ Bilans macro-économiques :
 - Les défis de la croissance calédonienne
 - Guyane : un développement sous contraintes
 - L'économie polynésienne post C.E.P. : Une dépendance difficile à surmonter 1995-2003
- ◆ Études thématiques :
 - Guyane-Suriname : une meilleure connaissance mutuelle pour une coopération renforcée (2009)
 - L'ultrapériphéricité définit-elle un modèle de croissance ? (2007)
 - Les entreprises de Martinique (2007)
- ◆ Synthèses :
 - Comptes rapides 2008 : Guadeloupe, Martinique, Réunion, Guyane
 - Évaluer des PIB dans les petites Collectivités d'Outre-Mer : un retour d'expérience
 - L'économie de Wallis-et-Futuna en 2005 : une économie traditionnelle et administrée
 - Le tourisme en Guadeloupe : une application de la théorie du cycle du produit

Pour en savoir plus

www.cerom-outremer.org

www.isee.nc

www.ieom.fr

www.afd.fr

"Bilan économique et social 2008" - ISEE

"La Nouvelle-Calédonie en 2008", rapport annuel de l'IEOM

ISEE

Chargée de l'étude : E. Desmazures

Conception graphique : M. Messing Colmet-Daage

Réalisation : M. Laubreaux